

Les 2^{èmes} Assises Nationales de la Lecture

LE COLLOQUE

PERSPECTIVES

Du côté des politiques, comment décider ?

Du côté des institutions, comment agir ?

TABLE RONDE

présidée par Jean-Pierre Benichou

et animée par Jean Foucambert.

Notre cadre de réflexion doit être ici l'échelon communal.

Parler de politique, sinon d'actions en faveur de la lecture, induit une volonté politique et la délimitation de l'échelon le plus adapté pour la mener à bien. Encore faut-il admettre qu'il n'existe pas une commune type et qu'il faut à chaque fois tenir compte des spécificités de chacune d'entre elles.

C'est d'ailleurs l'une des chances de cet échelon de proximité que de pouvoir empêcher les approches trop globalisantes. Il ne fait guère de doute que l'échelon communal soit un des mieux adaptés. Outre qu'il permet l'émergence d'une politique, il peut rompre les cloisonnements dont est victime notre société et, partant, la lecture. Car la lecture fait appel à des multiples partenaires : l'école, les bibliothèques, bien sûr qui sont des partenaires traditionnels mais aussi l'ensemble du champ social où peut se jouer la lecture et qui porte en germe les déséquilibres et les inégalités de notre société. À cet égard ce qui est mené aujourd'hui en matière de petite enfance est très révélateur.

Le maire peut rassembler l'ensemble des partenaires et leur demander de travailler ensemble en excluant cette logique de territoire qui paralyse tant. Toutefois il convient qu'il travaille également avec d'autres partenaires institutionnels.

Que ce soit l'État ou les collectivités locales (départements, régions). Les uns et les autres mènent des actions importantes vis à vis du livre et de la lecture et il faut agir, ici également, dans une logique de collaboration.

Elle ne sera possible que si des axes sont clairement définis. L'apport de ces partenaires peut être financier ; il doit être surtout de concertation car chacun possède néanmoins des objectifs qui lui sont propres.

Chacun des participants à cette table ronde, dans les cinq minutes qui lui sont attribuées en préliminaire exprimera son point de vue sur les villes-lecture, c'est-à-dire :

- sur la responsabilité politique qui consiste à définir avec les acteurs les conditions qui permettent à ces derniers de se transformer
- sur l'existence d'une structure démocratique d'élaboration d'une politique de lecture, et notamment si cette structure leur paraît être le moyen pour tous de dépasser les limites qu'on connaît pour en avoir eu des exemples dans les trois séances qui ont précédé et l'occasion de poser autrement les problèmes afin d'imaginer d'autres réponses ?

Ils pourront ensuite réagir aux propos des uns ou des autres. De même que le public pourra intervenir après le débat proprement dit.

PREMIER TOUR DE TABLE

Jean Claude VAN DAM
Chef du Bureau de développement de la lecture
Direction du Livre et de la Lecture
Ministère de la Culture.

Le hasard du calendrier fait que la tenue des Assises intervient quelques jours après la présentation par le Ministre de la Culture au Conseil des Ministres d'un plan d'action pour le livre et la lecture qui comprend 48 mesures exactement, dont vous avez eu des échos par la presse et qui couvrent l'ensemble des aspects, aussi bien de l'économie et de la diffusion du livre que ceux du développement de la lecture.

Elle intervient également à quelques jours de l'adoption du Plan national d'intégration urbaine dans lequel les mesures touchant le développement de la lecture - que le Ministre a déjà évoquées dans le Plan Lecture - doivent être discutées pour y être intégrées dans le volet culturel.

Je crois qu'il est intéressant d'évoquer quelques-unes de ces dispositions de la réflexion engagée par l'État sur ces questions, dispositions qui me semblent être dans la problématique de ces Assises : citoyenneté et politiques locales, en l'élargissant aux questions de la citoyenneté et des politiques publiques de la lecture. Je partirai de 2 têtes de chapitres du Plan d'action pour le livre et la lecture.

Le premier s'appelle : *Élargir les publics, lutter contre l'exclusion et renouveler le lien social* et le deuxième : *Moderniser l'intervention publique, fonder de nouveaux partenariats*. Vous voyez que ces intitulés ne sont pas étrangers à la thématique de vos Assises.

Les partenariats sont assis, pour le Ministère de la Culture, sur l'idée de réseau. L'idée forte qui a présidé à un certain nombre de propositions est qu'il n'est plus possible aujourd'hui de penser les questions de la lecture avec des catégories et des domaines d'intervention des collectivités locales et de l'État éclatées comme elles l'ont été depuis trop longtemps : les questions de l'apprentissage, de l'acquisition des compétences, de la lecture comme pratique culturelle et en particulier les liens entre la création et ses publics (ou ses non-publics), de l'exclusion de la lecture (qui touche à l'action sociale).

L'autre notion conjointe est celle de parcours de lecteur.

Il faut considérer qu'un parcours de lecteur est un parcours social, scolaire, culturel et de citoyenneté ; un parcours dans la ville au sein des divers lieux et institutions de la lecture.

Ces considérations sont à la base de propositions. Une proposition d'actualité concerne le non éclatement de l'intervention publique. Elle vise à susciter la citation dans les collectivités locales (les communes en premier lieu, mais peut-être aussi les départements) de ce qui est appelé des **missions locales pour la lecture**. Il s'agit, idée chère à l'AFL, de réunir dans une instance locale placée sous l'autorité des maires (ou des présidents de conseils généraux) l'ensemble des acteurs concernés à un titre ou à un autre par les questions de lecture (les acteurs locaux et leurs institutions et l'Éducation Nationale à travers les I.E.N.). La transversalité en matière d'action culturelle est aujourd'hui incontournable. On a coutume de dire que le livre est la pratique de base qui conditionne toutes les autres... il s'agit donc d'impliquer les autres institutions culturelles dans

le développement de la lecture par la mise en œuvre de projets culturels qui visent à diffuser l'écrit. Ces missions locales ne sont pas, dans l'esprit du Ministre, des instances administratives mais des instances de concertation et de proposition dont l'objet principal devrait être de construire des plans locaux de développement de la lecture englobant le développement de l'ensemble des structures et en particulier la mise en cohérence des bibliothèques scolaires avec le réseau des bibliothèques publiques. C'est un premier point que je soumetts à votre réflexion. L'État s'efforcera de placer ces dispositifs au cœur de la politique contractuelle (en particulier, les contrats de ville, les conventions de développement culturel ou les conventions propres à l'Éducation nationale comme les contrats locaux d'éducation artistique).

Jean François BOTREL

Recteur,

Directeur de l'Institut National de Recherche Pédagogique.

Je ne peux avoir le point de vue de l'école ou de l'Éducation nationale pour la raison que vous savez : notre institution est une et territorialisée, avec de fortes disparités inter et intra académiques dont la réduction reste à l'ordre du jour.

Néanmoins, je partirai d'un récent rapport de l'inspection Générale de l'Éducation Nationale de janvier 1995 sur l'apprentissage de la lecture dans l'enseignement primaire. Comme éléments de réussite, il fait apparaître un certain nombre de facteurs : ne pas séparer l'apprentissage du goût de la lecture... la précision des apprentissages méthodologiques doit s'accompagner du plaisir de lire... il faut exploiter toutes les occasions de lire... donner l'envie de lire...

Je ne sais pas si cette ouverture suggérée sur l'environnement veut dire "hors l'école" ou le "non scolaire", ni si cela veut dire que lire, c'est l'affaire de tous... Donc, je ne peux pas dire ici ce que peut penser l'école, ni même l'INRP...

Le pluriel est de rigueur et je voudrais, pour l'illustrer, recourir à deux situations successives où, en tant que recteur ou que directeur, j'ai pu directement ou par délégation être acteur, quelquefois spectateur, le plus souvent promoteur d'opérations, de projets, de programmes, de slogans aussi ingénieux que foisonnants concernant et impliquant l'école et son environnement.

Je cite quelques-uns de ces réseaux croisés de coéducateurs dont on a parlé, je crois, et qui vous feront comprendre quels étaient leurs objets : plan lecture... 100 livres pour les écoles... Maîtrise de la langue... la Fureur de Lire... j'ai même lancé un bateau-livres... passeport culturel... lire et écrire à l'École primaire... la joie par les livres... promotion de la lecture des jeunes... centre de classes-lecture... et enfin, ici, où je me trouve, élire la lecture, ce qui est un autre slogan.

Donc quelques témoignages assortis de réflexions et peut-être d'une proposition. À deux niveaux : un niveau opérationnel, c'est celui d'un responsable territorial qu'est le recteur, et un niveau plus expérimental qui caractérise un institut de recherche.

En tant que représentant de l'État en Corse, je ne retiendrai qu'un aspect, finalement commun à tous les représentants de l'État : c'est le système de rivalité qui s'installe entre l'État et les collectivités territoriales.

J'avoue que j'ai aujourd'hui autant qu'hier du mal à entrer dans cette logique de compétition même si je vois bien que la loi de décentralisation donne à chacun des compétences assorties de transfert de fonds et qu'il est de l'intérêt de chacun de contenir l'autre dans son domaine propre. Néanmoins quand on essaie de voir, du point de vue de la lecture, ce que cela donne dans un

espace insulaire comme celui de la Corse, on voit qu'il y a de l'argent... et puis... pas forcément d'idées pour l'utiliser.

Il y a une situation qu'on connaît : les résultats moyens des petits Corses sont globalement inférieurs à la moyenne nationale et possibilité de construire un projet qui corresponde tout à fait à la vocation de la République de favoriser l'égalité par des dispositions adaptées.

Donc, je pourrais parler de la mise en œuvre d'un contrat de plan État-Région, pour donner un contenu à une enveloppe. L'Éducation nationale, qui n'avait pas d'idée s'est tournée vers ses partenaires naturels (les bibliothécaires, la DAAS, les libraires) pour ensemble construire un système de formation qui pourrait ensuite devenir opérationnel. L'opérationnalisation est passée comme partout, par des actions (opérations portes ouvertes, rallyes lecture avec les libraires, passeport culturel visant à attester, le temps du collège, de deux contacts privilégiés par an avec la culture authentique comme assister à un concert, aller au cinéma, dans une bibliothèque ou une librairie) qui impliquaient tous des acteurs, mais aussi les enfants, les parents en tant que citoyens et électeurs, et *in fine* les villes et leurs municipalités. C'est l'idée, qu'au fond, on peut toujours agir sur le levier enfant, futur citoyen et utiliser cette envie des enfants d'être comme les autres.

Voilà une façon de faire, qui n'est peut-être pas représentative, mais qui pose par principes l'idée de coopération et le fait que le bénéficiaire peut être acteur et auteur. Il faudrait évaluer tout cela. Je ne suis pas sûr par exemple, que les "100 livres pour les écoles" ne soient restés dans les mallettes, ni qu'un cachet ait été apposé sur toutes les cases du passeport culturel. Je reviendrai sur la nécessité d'un dispositif d'évaluation.

À l'INRP, où nous sommes évidemment dans une autre situation - Institut national, veillant bien entendu au bien de tous et disposé à partager les résultats des nombreuses recherches sur la lecture - je distinguerai deux choses. D'abord la difficulté à parler un langage commun dès lors qu'il s'agit de lecture et d'écriture. J'ai vérifié qu'apprendre à lire et à écrire et accompagner les dispositifs d'apprentissage, ce n'est pas aussi consensuel que cela, chacun souhaitant avoir raison. Il faut qu'il y ait débat, mais il faut aussi s'unir et à l'INRP, à travers une réflexion sur "Lire, écrire à l'école primaire" nous avons créé une structure pour cela. Il faut respecter la diversité des approches mais ce que j'observe, c'est que dans cette diversité, les recherches-actions menées en liaison avec des collectivités territoriales et notamment des municipalités sont tout à fait licites et profitables. J'en citerai deux : les centres de classes-lecture, que vous connaissez, dispositif le plus ancien à l'INRP faisant suite à l'expérimentation sur les BCD ; une plus récente, la recherche sur les interactions école-familles populaires-réussite scolaire menée avec les villes de Colombes (les clubs "coup de pouce") et de Saint-Denis (les clubs lecture).

Je retiendrai cette formule de créer le "club des quatre", c'est-à-dire l'enfant, le maître, la famille et l'animateur qui est mis à disposition par la municipalité. Il y a une première évaluation qui ne porte que sur la première année et il faudrait voir si l'effet est durable.

Un autre exemple, qui montre comment on peut questionner le monde du "hors l'école" pour modifier les pratiques scolaires. Je fais allusion à un groupe européen de recherche sur les modes de transmission des usages de l'écrit qui observe et analyse les conditions d'exercice de l'écrit auprès des populations autochtones ou immigrées hors l'école, en pensant qu'on pourra en tirer les conséquences sur les relations sociales nouées autour des pratiques scolaires notamment à propos de l'échec scolaire que nous avons à gérer les uns et les autres.

Le cas des centres-lecture vous est connu. Nous avons souhaité évaluer, au bout de 10 ans d'existence, à travers les pratiques pédagogiques et les effets sur les acquisitions des enfants, ces classes conçues sur le mode des classes transplantées, dans le prolongement de l'implantation des BCD dans les écoles où existaient des équipes intéressées à la pédagogie du projet et à l'ouverture

sur la quartier et la ville.

Le foisonnement d'initiatives de ce type et ces recherches-actions - qui ne sont pas incompatibles avec des recherches fondamentales - doivent nous amener à nous demander comment on peut connaître l'ensemble afin de le mettre à disposition. Cela pose le problème de la connaissance et du développement d'initiatives spécifiques. Nous pensons aux ZEP, aux milieux difficiles et aux conditions d'apprentissage dans ces parties du territoire. Comment aider des opérations de formation soutenant ces initiatives et assurer la liaison entre des pratiques et la recherche car nous sommes dans un système par principe insatisfaisant qui doit se renouveler lui-même ? Les modalités c'est la synergie. C'est un mot un peu incantatoire et s'il signifie se substituer à l'initiative, oublions-le ! et parlons d'esprit d'entreprise. Il faut grandir cette connaissance centrale, facteur d'égalité et d'équité, pour des actions qui ne peuvent qu'être territorialisées. J'ai apprécié la suggestion du Ministère de la Culture car il donne un canal pour que cette territorialisation trouve une plus grande harmonie.

Jack RALITE

Ancien ministre, maire d'Aubervilliers.

J'ai envie de préfacier ce que je vais dire de 3 citations.

La première de Vygotski "*La langue n'exprime pas la pensée, elle la réalise.*" C'est dire si notre ordre du jour est fondamental. C'est un ordre du jour de société.

Deuxièmement, comme on a mangé au Lycée Jacques Brel et au Centre Aragon, je les prends tous les deux. Brel : "*Pour moi l'injustice sociale c'est quand un enfant ne croise pas un regard d'adulte.*" et Aragon : "*Je n'ai jamais connu le nom de l'assassin.*" et encore lui "*J'imagine mal un écrivain qui écrirait pour ne pas être lu.*" Cela fait trois pistes qui d'ailleurs se croisent et qui, en tout cas pour moi, me sont utiles.

Mais je voudrais faire 2 ou 3 remarques.

La première - ce n'est pas une remarque de courtoisie, encore que la courtoisie et la civilité comptent dans ce monde de tant de violence - pour remercier le collectif que nous formons depuis 2 jours, chacun y restant soit dans un travail de construction d'un en-commun de tous les hommes et de toutes les femmes, autour de l'écrit, du livre, des lectures, des écritures. Il me semble que cogne à la vitre de notre société le besoin de cercles nouveaux de réflexion tels le nôtre où se mêlent- je ne dirai pas cohabitent, ni même se complètent mais se mêlent - des personnes d'origines, de cultures, de fonctions, de statuts différents mais également amateurs du livre. Je trouve que vous n'êtes ni un cercle de chercheurs, ni une réunion de professionnels, ni une assemblée d'hommes de terrain mais le tout à la fois. Et c'est peut-être ce dont ce pays de longue histoire démocratique souffre, lui qui a bâti cette démocratie avec des structures comme les orgues des églises : chacun a son tuyau et reste dans son tuyau ! Or on ne peut plus dans le monde social, les organistes l'ont prouvé, faire de musique sans utiliser tous les tuyaux.

C'est important parce que cela exige l'écoute, non pas de ce qui chez de nous fait plaisir, mais vraiment de l'apport de l'autre.

Les chercheurs - les experts de la connaissance - qui ont parlé n'hésitent pas à se mêler à la vie, aux combats de la société et les gens de terrain - les experts du quotidien - qui ont parlé sont des créateurs de connaissances en actes. C'est tout cela qui fait le sel de l'intelligence de cette

assemblée. Dans un monde multipolaire, c'est bien de passer des pensées bissectrices aux pensées plurielles et de créer des passerelles de pensées qui s'altèrent, se rencontrent, se reconfigurent, se défrichent, se labourent, s'irriguent, se greffent.

Pourquoi dire cela ? Parce qu'on considère souvent le pluralisme comme la richesse ajoutée de toutes les composantes du cercle pluriel. C'est réducteur, parce que la culture n'est pas une somme, une comptabilité mais une mêlée. C'est ce que j'ai entendu pendant ces 2 jours et c'est un beau cadeau. Vous devriez écrire sur ce cadeau car - on l'a vécu avec l'exposé de Suzy Garnier qui a su ne pas être utile, mais utilitaire, énorme question quand on s'occupe de culture - il faut synthétiser la mise en mots et la mise en œuvre.

En introduction à cette table ronde, on nous a demandé de ne pas "être contre" mais d'"être avec". Je sais être avec, mais je sais aussi qu'il y a des batailles. Je préférerais une autre formule : notre travail c'est de maîtriser conflictuellement des contradictions évolutives. Dans ce cas je suis vraiment avec.

Dans son exposé, Jean-Marie Privat a dit : attention à l'entre-soi culturel. Ce n'est pas anodin car il a pointé là le communautarisme culturel et c'est une immense question. Si on n'arrive pas à articuler socialement le national et l'international, il n'y a plus comme ressource que l'identitaire et cela fait Sarajevo ! C'est un ordre du jour inouï que celui que vous nous avez donné.

Deuxième idée. À partir de l'exposé de Nicole Robine, je poserai la question des mutations. Quand on écoute son étude si pointue, allant si profondément dans la réalité de la jeunesse, il peut y avoir pour un auditeur non averti l'impression qu'on est dans un confetti lumineux mais qui perd, par nécessité de l'exposé, toutes ses interactivités avec l'extérieur. Or ce que j'ai entendu s'accroche avec toutes les mutations dont nous sommes les contemporains.

Il y a des mutations dans le domaine des sciences. Un homme comme Ilya Prigogine dit qu'elles *"ne reflètent pas l'identité statique d'une raison à laquelle il faudrait se soumettre ou résister"*. On sort d'un monde pour entrer dans un autre.

Il y a des mutations dans les techniques de l'information et de la communication avec leurs implications dans la production qui font bouger le travail, le rapport entre l'homme et la continuité de ses fonctions cérébrales, symboliques et abstraites.

Il y a des mutations dans le politique. Il y avait un monde bipolaire, on était avec les uns ou avec les autres, chacun avait sa canne - moi j'avais une canne rouge ! Je ne vous demande pas d'avouer, mais vous aviez tous une canne ! - et elle expliquait tout. On a vu à quels blocages on est arrivé, et là-bas et ici. Aujourd'hui, on est confronté à quelque chose qui nous fait trembler parce qu'on n'a plus les repères simples qui permettaient aux identités collectives de se situer. Cela crée des souffrances et si on ne l'a pas au cœur, à l'esprit et aux tripes, on laisse beaucoup échapper de la vie, des cris et des silences.

Cette mutation concerne les individus. J'avais été visité, avec Jean Pierre Chevènement, l'institut du cancer à Villejuif où j'avais nommé un nouveau directeur. En sortant, des journalistes nous interrogent sur la naissance de la petite Amandine. Je me suis dit : jusqu'ici, on pouvait faire l'amour sans avoir d'enfant, maintenant on peut avoir des enfants sans faire l'amour... vous savez

depuis, ce qu'on a connu. C'est du point de vue du corps, de l'imaginaire, de la vie, une mutation en profondeur qui désarticule les choses.

Pour les arts, je vais lire Valéry : *"Nos beaux arts ont été institués et leurs types comme leur usage fixés dans un temps distinct du nôtre, par des hommes dont le pouvoir d'action sur les choses était insignifiant auprès de celui que nous possédons. Mais l'étonnant accroissement de nos moyens, la souplesse et la précision qu'ils atteignent, les idées et les habitudes qu'ils introduisent nous assurent de changements prochains et très profonds dans l'antique industrie du beau. Il faut attendre que de si grandes nouveautés transforment toute la technique des arts, agissent par là sur l'invention elle-même, aillent peut-être jusqu'à modifier merveilleusement la notion même de l'art."* 1923 ! Il a pensé 21^{ème} siècle, et au même moment, en Allemagne, Walter Benjamin avait la même approche. L'un et l'autre ont été bloqués par ce monde binaire. On rentre dans un espace public qui peut être merveilleux mais il faut y mettre les mains !

On a besoin d'avoir toutes ces données à l'esprit si on veut sortir du discours : je sème à tous vents. Nous ne sommes pas au temps de l'épopée, mais je ne crois pas que nous sommes à celui de la tragédie. On a besoin d'une nouvelle intelligence, de sauts de pensée.

Troisième point : les problèmes de la culture, donc de la lecture, et quelques thèmes. Je crois qu'on ne peut pas ne pas traiter le problème du rapport à l'argent. Il y a eu hier un petit échange à ce sujet. On nous présente la nouvelle frontière du marché-monde. On rabat la liberté sur la liberté d'expression commerciale et le droit du citoyen sur la souveraineté du consommateur. Le vocabulaire produit, client, jauge, consommation mesurable, chiffres... déleste l'œuvre de son sens. Je prends Octavio Paz comme témoin dans *L'autre voie : poésie et fin de siècle* : *"Au delà du sort que l'avenir réserve à l'homme, un point me paraît évident. L'institution du marché aujourd'hui à son zénith est condamnée à changer. Elle n'est pas éternelle, aucune création humaine ne l'est. J'ignore si elle sera modifiée par la sagesse des hommes, remplacée par une autre plus adéquate ou si elle sera détruite par ses excès et ses contradictions. Dans ce dernier cas, elle pourrait entraîner les institutions démocratiques dans sa chute. Je tremble à cette idée car nous entrerions dans un âge obscur comme l'histoire en a connu plus d'une fois. Le marché est efficace. Soit, mais il n'a ni conscience, ni miséricorde."* Passons sur la miséricorde, mais la conscience... tout de même, c'est bien la caractéristique de l'homme. Je trouve merveilleux qu'un écrivain de cette dimension soit sur le terrain avec une telle force. Je n'insiste pas sur la culture et l'argent sauf à lire un petit texte. Quand Belfond, avant de mourir, a décidé d'entrer sur le second marché... Question : *"Un éditeur coté en Bourse peut-il conserver sa spécificité d'éditeur notamment en matière de recherche de nouveaux talents ou bien est-il contraint à gérer purement des produits commerciaux ?"* Réponse d'un consultant, qui a le pouvoir : *"C'est un équilibre à trouver. Je dirais qu'un éditeur présent sur le second marché boursier doit tout avoir : des best-sellers qui seront ses vaches à lait, car c'est avec ces titres qu'il assurera son profit. Cela dit, il doit avoir aussi une politique à plus long terme et rechercher de nouveaux auteurs car le phénomène du best-seller est un phénomène très fragile, impalpable et il peut être important pour lui de sauvegarder une certaine image de marque, un certain alibi culturel."* Vous êtes les acteurs de l'alibi culturel ! Quand même ! Vous voyez que la courtoisie, ça compte ! Il est, je pèse mes mots, vulgaire, cet homme ! *"Ce sont les paillettes qui redorent un blason trop commercial et qui sait ? Il peut découvrir le futur Goncourt. Mais il est certain que l'éditeur présent en Bourse ne peut pas aller trop loin en ce domaine et se faire trop souvent plaisir à lui-même..."* Plaisir à lui-même ! *"... en publiant des auteurs difficiles."* Alors le questionneur : *"Le profit*

avant tout ?" Réponse du consultant : "C'est la logique de la Bourse. Si l'éditeur l'a choisie, il doit l'accepter jusqu'au bout."

Par rapport à l'idéologie. Parce qu'on peut quelquefois entendre dans telle ou telle intervention : faites peuple ! Mais, nom d'un chien, on sort de 50 ans d'expérience communiste telle qu'elle était en Union Soviétique et faire peuple, qu'est-ce que cela a donné ? Le suicide de Maïakovsky ? Et on va recommencer cette expérience ? Ce serait curieux que l'anarcho-libéralisme rejoigne aujourd'hui le communisme sous sa forme ancienne et défunte. Je suis pour le livre d'idées mais pas pour le livre de la bonne idée. La grande création n'est pas aseptisée.

Le neutre n'existe pas. Vilar disait, parlant du Festival d'Avignon : *"Le chemin du milieu ne mène jamais au Festival d'Avignon"*. En littérature, c'est pareil !

Création et œuvre facilement accessible.... débat qui revient sans cesse. Dans la conjoncture présente, il y a façon rapide de fustiger les intellectuels en les traitant d'élitaires. L'élitisme existe mais j'emprunte une comparaison à Jean-Richard Bloch qui disait aux soviétiques qui ne voulaient que des œuvres de ligne : dans l'aviation, il faut des œuvres de ligne mais il faut des œuvres d'essai. Et c'est de cette mêlée dont on a besoin.

Le service public. Il y a une tendance à mettre en avant des "ingénieurs culturels". Sous Staline, c'étaient les ingénieurs des âmes ! Comme quoi deux régimes prétendument opposés, mais tous deux productivistes peuvent sous des formes différentes aboutir aux mêmes résultats. Enfin, là-bas ils les tuaient ! Je trouve que c'est très dangereux, parce qu'ils savent tout, ces ingénieurs culturels bardés de statistiques, et comme un cheval de Troie dans la pratique créative ou sociale, ils empêchent toute pensée alternative. Je n'aime pas les comptables supérieurs. Ce ne sont pas eux qui doivent diriger la société.

Les nouvelles technologies. Il y a les technophiles - qui nagent dedans et ... se noient - et les technophobes : tout pas touche et puis c'est fini, je mets mes yeux.

Pourquoi nier ce qui existe ? Le problème est de constater que c'est un fait de société qui peut accélérer l'acculturation mais qui demande des maîtrises d'une autre forme et d'une autre ampleur que celles d'autres domaines. Dans le débat européen, on nous enferme dans la question des quotas - je suis pour parce qu'il faut se défendre dans l'instant - mais si on ne fait pas une régulation en tenant compte de ces nouvelles technologies, on ne débouchera pas.

L'exclusion. J'ai beaucoup aimé l'exposé de Bernard Pudal. Il faut discréditer les discréditeurs et créditer les discrédités, a-t-il dit dans une formule heureuse et qui fait mouche. Moi qui suis de la banlieue, d'Aubervilliers : 2 021 RMI, 7 000 chômeurs sur 67 000 habitants, des hommes à part, dépréciés, des habitants intermédiaires, des citoyens de l'entre-deux - voyez, en se levant le matin, à quoi on peut penser ! - je trouve que l'exclusion devient un mot commode. Il y a des façons de sonner le tocsin pour statufier les choses... fracture sociale... fracture sociale... c'est un peu comme l'idéologie de la différence : tu es RMI je te reconnais comme tel, mais restes-y ! Les pouvoirs publics agissent à partir du malheur et non du mal. Ils soignent le pauvre dans l'homme et non l'homme dans le pauvre. Alors, un petit plus de sous, un petit peu plus de liberté... Les gens de banlieue veulent tout ; tout, au sens de vivre. Dans l'exclusion, il y a l'absence de lien social, d'échanges symboliques, de politique. Avec l'exclusion, il y a privation du risque de vivre, pour reprendre une expression de Maud Manoni, indispensable au risque de guérir. Dans le Plan de M. Douste-Blazy qu'on va examiner au Sénat, il est prévu 26 lieux où on va travailler en

profondeur. Mais comment choisir, selon quels critères, alors qu'il y a 38 000 communes. On n'en est plus aux expériences ! Quand Apollinaire dit *"Quand l'homme a voulu imiter la marche, il a inventé la roue qui ne ressemble pas à une jambe."* il me fait penser à tous ceux qui veulent réduire la plaie par des artifices. Ils n'y arriveront pas. Jacques Berque : *"Si l'homme oubliait la poésie, il serait condamné à s'oublier lui-même. L'artiste oppose à la dérive, la vie toujours plus abrupte de la création."* C'est pourquoi je propose qu'au collectif des quatre évoqué tout à l'heure (l'enfant, le maître, la famille et l'animateur) on ajoute l'artiste. S'il n'est pas là, nous boitions ! Nous avons besoin de l'artiste et du citoyen et après, de tous les métiers que nous représentons.

J'ai inauguré récemment une école maternelle (75% d'enfants d'origine africaine et maghrébine, 18% de Français de souche parmi les 25% d'Européens restants).

J'ai raconté une petite histoire et je vous assure que les femmes maliennes et mauritaniennes l'ont comprise- je dis les femmes parce que ces sont elles qui sont là. J'ai dit : *"Vous êtes petits, 2 ou 3 ans, votre papa et votre maman vous achètent un petit train. Vous entendez oralement "train" et "locomotive". Vous arrivez à l'école et on écrit "train" avec 5 lettres pour un grand objet et "locomotive" avec 10 lettres pour un petit."* L'institutrice ou l'instituteur doivent se "coltiner" cela ! C'est l'arbitraire du signe. C'est la culture ! Jean-Yves Rocheix expliquait : faut travailler cela à partir des enfants. Mais dans "à partir", il y a "partir", c'est-à-dire dépassement. Je suis d'accord avec Jean Foucambert quand il parlait hier d'abstraction. Quand un journaliste a demandé à Jean-Paul Kaufmann à son retour du Liban : *"Concrètement qu'allez-vous faire ?"* il a répondu *"Abstraitemment, voilà ce que je pense"*

Je terminerai avec 6 propositions. On a besoin d'une responsabilité publique et sociale au plan local, départemental, régional, national et international qui serait autour de ces idées :

- audace de la création
- élan du pluralisme
- obligation de production
- maîtrise de la diffusion
- atout d'un large public
- nécessité de la coopération en tous lieux.

Ce serait valable pour un service public rénové, face à l'Autre comme disait si bellement Pagnol, le secteur privé qui a d'autres responsabilités. Tout le monde connaît les premiers chapitres des *Confessions d'un enfant du siècle* de Musset. Les jeunes : 100 000 morts sous Napoléon, les autres s'ennuient sous la Restauration - ce n'est jamais brillant, une restauration - et cela donne le Romantisme mais en même temps, des suicides. Musset leur dit : Faites attention, nous sommes dans une période de transition, la maison est fêlée, un peu détruite. Les fondations seulement de la maison de demain sont posées. Et il ajoute, cette phrase étonnante : *"Quand vous marchez sur le sol vous ne savez jamais si vous marchez sur des débris ou sur des semences."* Les débris se voient, pas les semences... mais des semences, ici, j'en ai entendu beaucoup !

Éric des GARETS

Directeur du Centre Régional des Lettres d'Aquitaine.

Je tiens à préciser que je suis un homme de terrain, de ceux qu'évoquait tout à l'heure Jack Ralite et qu'il est nécessaire pour tout homme de terrain de nourrir son travail de la réflexion. Je ne vois

pas que l'on puisse opposer l'un et l'autre. Quiconque travaillerait en matière de culture, en particulier de lecture, en ne se préoccupant ni de la réflexion ni de la littérature ne serait pas tout à fait à sa place.

L'homme de terrain que je suis donc, travaille pour une collectivité, la Région, qui cherche ses marques en matière culturelle jusqu'au contraire des communes et surtout des départements, elle n'a pas bénéficié de transfert de compétences. À mes yeux, ce fut sa chance car elle devait inventer et c'est ce qu'elle a essayé de faire dans quelques Régions : on pense à l'Aquitaine, à Languedoc-Roussillon et Rhône-Alpes.

Par rapport au fondement du débat : comment définir une politique de la lecture qui permette aux institutions de se transformer... Je crois que le premier pas absolument décisif c'est que ces politiques se fassent à travers un échelon bien repérable qui soit, dans un premier temps, la ville. C'est l'échelon prioritaire.

Nous vivons dans un cadre politique qui est la décentralisation. Ce cadre pose des problèmes de répartition des compétences et exige aujourd'hui une clarification importante, que je ressens profondément dans l'action que modestement je mène. En effet, qu'avons-nous en face de nous ? Trois collectivités territoriales : commune, département, région auxquelles s'ajoute l'État lui-même, qui, par rapport aux problématiques de lecture fait intervenir deux ministères de façon importante : le ministère de la Culture et celui de l'Éducation.

Le premier problème qu'on rencontre est très largement celui du cloisonnement. D'abord sur le terrain entre les acteurs directs : enseignants, bibliothécaires, libraires. Il n'est pas évident que toujours les uns et les autres sachent reconnaître ce que représente réellement le métier de l'autre. C'est particulièrement vif pour ceux qui y ont été affrontés aux problèmes de remises par rapport à l'école et aux librairies. Je considère qu'un bon libraire est un acteur culturel à part entière. On peut retrouver des problèmes de cloisonnement entre les collectivités territoriales et l'État. On doit aller là aussi, vers une clarification. La décentralisation s'est accompagnée de la déconcentration, c'est-à-dire du renforcement du pouvoir de l'État, dans les Régions notamment, qui peut poser là aussi un certain nombre de problèmes. Le sentiment que j'ai (mais on pourra aller plus loin tout à l'heure) c'est que tout cela ne communique pas toujours vraiment et qu'au moins il y a un échelon sur lequel on pourrait travailler véritablement c'est celui de la commune.

Dans ce qui a été traité pendant ces quelques jours, il y a notamment le problème des facilités d'accès à la lecture au plus grand nombre. Il y a les disparités sociales bien sûr, mais également les disparités géographiques, certes moins importantes mais qui sont fondamentales. Par rapport à la démarche pragmatique qui est la mienne, il y a en matière de lecture une collectivité qui a un rôle déterminant à jouer par rapport aux disparités géographiques et notamment au milieu rural, c'est le département. Légitimement on parle beaucoup aujourd'hui des banlieues mais prenons garde à ne pas faire des banlieues un terme générique car il n'existe pas une banlieue type. Le milieu rural, dimension considérable pour notre pays, ne doit pas être mésestimé.

Jack Ralite l'a dit, les mutations d'ordre technologique sont très importantes. On ne peut pas faire l'impasse dans une réflexion sur la lecture et plus globalement sur la culture, sur la diversification des supports de lecture. L'acte de lire est en train de se dissocier de l'objet livre. C'est le problème des multimédias, et je ne vois pas que l'on puisse s'opposer à cette dimension considérable dans

les politiques de lecture qui vont avoir cours. Il y avait un débat intéressant à cet égard dans *Le Nouvel Observateur* de cette semaine entre Jacques Attali et Alain Finkelkraut. Ce dernier disait qu'il était contre cette invasion des multimédias, notamment au niveau de l'école qui devrait être un sanctuaire contre l'écran. Jacques Attali répondait qu'effectivement seul l'échelon politique pourrait permettre d'éviter une espèce de confusion générale sur ces choses. Je pense sincèrement qu'une politique de lecture qui ferait l'impasse là-dessus se planterait parce qu'elle ne prendrait en compte l'évolution de notre société.

Un autre cloisonnement, c'est la difficulté de collaboration entre les bibliothèques d'écoles et les B.M. Je crois que la commune est seule capable de lutter contre ce cloisonnement compte tenu qu'elle a la responsabilité des écoles et des bibliothèques.

Autre exemple, la littérature jeunesse et les difficultés qu'on a quelquefois à convaincre nos partenaires de l'Éducation nationale de la nécessité de s'ouvrir et d'introduire dans leurs formations cette dimension qui s'est considérablement développée depuis une vingtaine d'années.

J'ai, pour les phénomènes de décentralisation, un peu le sentiment d'une grande dispersion et d'une jungle politique. Entre les collectivités territoriales et l'État, chacun doit trouver sa place sans qu'aucun des partenaires ne dicte à l'autre ce qu'il a à faire. C'est ainsi que l'État a joué un rôle déterminant dans la construction de bibliothèques. Contrairement aux pays scandinaves on a beaucoup donné pour que les murs se construisent, mais on n'a pas assez réfléchi aux conséquences en matière de fonctionnement. Peut-être aurait-il fallu réfléchir à la place de la bibliothèque dans la cité, aux problèmes des remises aux libraires auxquelles, vous l'avez compris, je suis attaché.

La modification du temps scolaire, que je souhaite à titre personnel, pourrait être un espace d'ouverture pour tous les problèmes abordés ici et susciter des passerelles dans les murs, hors les murs et avec les autres formes d'expression artistique car la lecture ne se limite pas à elle-même. On est dans une période où les mentalités sont relativement cloisonnées. Je m'en aperçois sous les images et les stéréotypes véhiculés parfois par les acteurs culturels à propos de l'Éducation nationale et réciproquement. Logique des discours qui paralyse et qu'il faudra dépasser même dans les mots comme celui de partenariat que personnellement je n'aime pas. C'est une tarte à la crème, alors que sur le terrain, il y a encore trop de frontières.

Je conclurai sur une note un peu pessimiste. Pour être un familier des documentaires animaliers à la télévision (c'est pratiquement la seule chose que je regarde) je retrouve chez tous cette notion animale de territoire et c'est un frein considérable à toute politique, dont on souffre le plus en France.

Jean DARRIET
Ancien maire de Floirac
Professeur à l'Université de Bordeaux 2.

On me demande de parler à titre, passé et dépassé, d'élu qui un jour avec des amis, des collègues, qu'on appelle partenaires, a décidé de créer une politique de lecture. Nous étions incapables de définir alors cette politique de lecture. Pour deux raisons. Le mot

politique prend des sens plus que divers et la lecture reste quelque chose d'inexplicable. Je ne sais pas pourquoi les gens se mettent à lire comme je ne sais pas pourquoi des gens ne lisent pas. C'est peut-être ce manque d'explication qui fait qu'on essaie de faire quelque chose. Des personnes sont venues à nous et d'autres ont été invitées qui partageaient notre passion (je crois qu'on peut utiliser ce terme... chez Jean Foucambert, quand elle s'exprime, on ne peut pas la nier !) Nous avons mis en place dans cette politique de lecture une dominante que j'appellerai une approche sociologique dans une ville de banlieue.

Alors, l'expérience ... vous savez, cette lumière que l'on a dans le dos et qui n'éclaire que le chemin parcouru... encore que je trouve cette formule très optimiste. Nous avons, avec mes collègues universitaires, mené une enquête dans la ville de Floirac que nous avons - on ne doute de rien - intitulée inculture, identité, banlieues, rien que cela. Grâce aux techniques de la sociologie il y avait les images significatives, les lieux de socialité. Après une dizaine d'années d'existence dans une ville de banlieue, la bibliothèque fait partie des signes qui constituent l'image de la ville et des lieux de socialité. Je ne dirai pas d'identité, parce que l'identité est un mot un peu trop galvaudé (bien que tout à l'heure je vais utiliser un mot encore plus galvaudé, un concept énorme, celui de sujet !)

Premier maillon de la chaîne, la bibliothèque est devenue rapidement un lieu d'ancrage grâce à une fréquentation énorme et inattendue. Quand on énonce le taux de fréquentation, on passe pour un menteur : 25% de la population retire au moins un ouvrage par an ! On ne sait pas si ces chiffres traduisent des lectures effectives - seuls des enseignants pourraient le dire - mais c'est important de ne pas le savoir car cela fait partie d'un élément primordial, la liberté par le livre. Donc attachement affectif d'une population à un lieu qu'il faut pourtant bien nommer le temple légitime de la culture. Et dans une ville de banlieue, avec une population dite défavorisée, c'est quand même important.

Cela a été évidemment le travail d'une équipe, a comporté pas mal de négociations. À ce sujet, l'État a pratiqué une politique incitatrice (jetez-vous à l'eau, on vous aidera... si vous avez une réussite, débrouillez-vous !). On fait une bibliothèque à Floirac, on crée une grande bibliothèque à Bordeaux, la subvention de l'État pour Bordeaux est de 40%, de 40% pour Floirac... ce qu'on appelle l'égalité ! Alors qu'il faudrait tout de même tenir compte de certaines différences. Je n'insiste pas sur ces marchandages pénibles et retardataires.

Bref, cet attachement affectif... cette symbolique échappant aux stéréotypes dont parlait Éric des Garets, signifie une volonté de détruire (si je suis optimiste) d'atténuer (si je suis réaliste) cette dichotomie entre le culturel et le socioculturel aux connotations extrêmement dévalorisantes.

À propos du baptême - la dénomination, c'est important - Nous avons habité entre Umberto ECO et Roland Barthes. Par affinité régionale, nous avons choisi Barthes qui a parlé du plaisir du texte, mais nous n'avons pas oublié le Roman de la rose et tout ce qui se passe autour de ce livre.

Quel est l'enjeu d'une politique de lecture ? Une réponse lapidaire : l'en-je. J'ai dit que j'allais parler du sujet, vieux concept débattu et archi battu. L'acte de lire ? par sa spécificité, par son monologue-dialogue avec l'absent, l'auteur présent par le texte, est unique. Cela se rapprocherait un peu de la rêverie, de la fantaisie, du rêve éveillé mais ce qui le distingue c'est le texte. Nous pouvons, nous devons faire abstraction du réel, le mettre en absence pour être dans et avec le

livre. Dans ce monologue-dialogue avec l'auteur, nous sommes des êtres contingents du texte, le suivre à la lettre. Par voie de conséquence, nous avons donc une différence fondamentale avec la rêverie éveillée dans laquelle nous sommes soumis à l'impérialisme du moi (quand je me raconte des histoires, j'en suis le héros) alors que dans le texte cet impérialisme du moi est excessivement restreint.

Au niveau de l'identité, de l'étranger et de l'étrange (évoqué par Jack Ralite) là aussi le texte peut faire apparaître une dimension étrange à soi et c'est excessivement important. Le texte commence à engager un travail difficile sur soi. Si ce travail se fait, peut-être reconnaitrais-je ce qu'il y a d'étrange en nous et qui caractérise l'étranger qui est en face de moi et ainsi l'accepterais-je d'autant mieux. Au siècle des technologies de la communication, retournons à Montaigne qui nous dit que la communication, c'est la pensée à condition que la pensée soit dans cet entre-deux de quelqu'un qui parle et de quelqu'un qui écoute. La lecture permet ce dialogue, de lire cet arbitraire et cet immotivé du signe, d'en retirer et d'en créer quelque chose.

Mes choix théoriques sont chez Mélanie Klein qui a affirmé et prouvé que l'homme dès sa naissance est une machine à symboliser, chez Winnicott qui dit que tout être humain est un être de créativité. Si ces êtres deviennent des lecteurs comme nous le souhaitons tous, ils créeront. Parmi les slogans qui ont été cités, j'en ai retenu un : lire, c'est vivre. J'ajouterai : faire vivre le texte parce que le texte a besoin de vie et seuls les lecteurs peuvent lui donner cette vie. La preuve est que si on ne les lit pas, ils se recouvrent de poussière et nous savons tous la symbolique de la poussière.

Jean-Jacques PARIS

Vice-président du Conseil Général de la Gironde.

Permettez-moi d'abord de remercier l'AFL d'avoir choisi la Gironde pour permettre cette confrontation autour de la lecture et de ce que vous faites les uns et les autres pour développer la lecture. Nous nous efforçons en Gironde d'arracher les décisions politiques qui ergoteraient que dans ce département nous mettions en place notre deuxième plan de lecture publique. Le point de vue du département que vous me demandez, c'est une volonté et un choix politiques et une conviction.

Une volonté. Nous pensons que la diffusion du livre et la promotion de la lecture sont devenues deux axes essentiels de notre politique culturelle. Diverses circonstances sociologiques et historiques en ont fait un véritable challenge, pour les élus de la Gironde, surtout à partir des perspectives de décentralisation quand le Conseil Général a décidé de se doter des moyens d'une part d'évaluation des besoins et de leur évolution, d'autre part pour la concertation entre les différences institutions, les associations, les professionnels et liés municipalités. Il devenait alors possible en Gironde de déterminer des choix rationnels susceptibles de combler progressivement les carences que nous constatons, de cerner les priorités et d'établir une politique culturelle cohérente où le souci de planification n'altérerait pas les dynamismes locaux et les initiatives.

Une conviction. Afin de jouer leur rôle d'institutions publiques, qui doit constituer un élément essentiel de toute stratégie à long terme en matière culturelle, en matière d'information, d'alphabétisation et d'éducation et être ouverte à tous sans aucune distinction, les bibliothèques doivent développer une mission faite de complémentarité et de mise en réseau entre elles et de

coopération avec les autres institutions et les établissements éducatifs, sociaux et culturels. Dans un contexte où, en Gironde particulièrement, s'aggravent les inégalités sociales et géographiques, c'est le moyen de mettre tous ces outils publics au service des libertés, du progrès, de la cohésion sociale et enfin de l'émancipation, de la connaissance.

C'est avec cette conviction que les rendez-vous avec la politique m'ont mis en charge de présenter devant notre assemblée départementale le thème plan lecture de notre Gironde en 1995. En effet, le riche travail de recherche fait par des universitaires avait permis, non seulement de dresser l'état des lieux de la lecture publique, mais aussi de dégager des axes de travail et des objectifs concrets qui ergoteraient au travers d'un premier plan, d'engager une restructuration complète du dispositif de prêt et une réorganisation des points de lecture autour de l'identité communale. En fait, la démarche choisie s'appuyait sur la situation existante et les attentes importantes des publics. Se rapprocher du lecteur, valoriser les initiatives locales et leur donner peu à peu les moyens d'émerger et d'occuper le territoire. Tel est le sens de notre travail.

Ainsi, les bibliothèques municipales vont recevoir un précieux soutien financier à l'investissement de la part du Conseil Général ; ainsi l'action de la BDP va progressivement se décentraliser dans sept localités girondines, dans des relais de prêt, permettant de mailler le territoire. Ainsi, c'est en 1995 que s'installera le septième relais à Castillon-la-Bataille. Le relais de prêt est implanté spatialement au sein d'une bibliothèque municipale. La BDP dessert depuis ce relais ses points de lecture des communes avoisinantes. Quant à la B.M. concernée, elle accueille les lecteurs individuels et approvisionne d'autres points sur la commune.

Progressivement, ces relais de prêt vont afficher des taux de fréquentation et devenir un moyen de desserte efficace et performant. Ainsi le partenariat (doté d'un contenu) qui s'est instauré avec les municipalités a permis de créer un réseau mieux structuré et plus actif. La décision d'étendre cette année cette initiative au prêt informatisé à d'autres secteurs géographiques va permettre d'améliorer les modes de desserte.

Enfin, l'intégration d'un deuxième passage du bibliobus dans la programmation des tournées devrait permettre de mieux considérer les besoins des petites communes de moins de 1 000 habitants, très nombreuses dans le département et qui souffrent d'un grand abandon et de la désertification.

Bien entendu, la BDP continue d'accueillir dans ces locaux afin d'optimiser le renouvellement des dépôts et renforcer les liens avec les responsables des points de lecture. Tout doit contribuer à la promotion de la lecture dans toutes les communes, jusqu'à la plus petite, la plus éloignée. La politique d'animation que nous voulons développer doit avoir le souci constant de valoriser les manifestations locales des communes, des associations ou des quartiers défavorisés. Il s'agit bien là d'une volonté politique susceptible de créer les conditions d'une appropriation citoyenne de l'outil départemental de lecture publique.

Mais cela ne suffit pas pour générer toutes les décisions utiles. Les moyens nécessaires pour traduire ces orientations sont toujours difficiles à obtenir et toujours suspects de ne pas être utiles. Il y a souvent loin de la coupe aux lèvres et les budgets consacrés à la lecture, surtout en direction des populations défavorisées, ne sont dégagés que sous la pression des initiatives de terrain. En la matière comme dans d'autres, le discours généreux eut très bien s'accompagner d'une autosatisfaction confortable. D'où l'exigence de dégager par étapes des objectifs précis et quantifiables et collant bien aux attentes et des professionnels et des lecteurs potentiels.

C'est ainsi que la bataille budgétaire 96 nous amène à défendre deux nouvelles actions. La mise en service d'un bibliobus prêt direct en direction de publics ciblés. La mise en place, ensuite, de la première bibliothèque de secteur. Il s'agit de renforcer la trame faite par les 7 points relais de prêt en attribuant ou en reconnaissant à un certain nombre de B.M. une vocation plus large. Ces B.M. développeraient alors des services propres à couvrir les besoins d'une population de 10 à 20 000 habitants.

Le Conseil Général les aiderait au travers un partenariat formalisé par la passation de conventions. Elles deviendraient un outil décentralisé sur un territoire donné pour améliorer la formation, la promotion, la diffusion et l'animation du secteur dans un travail d'équipe. En fait, une sorte de mission publique. Enfin, cette démarche s'accompagnerait d'une aide financière à la création d'emplois pour impulser une politique de création et doter ainsi chaque secteur des professionnels dont une véritable politique de lecture publique ne peut se passer et pour laquelle une politique nationale est plus que jamais nécessaire pour dégager de nouveaux moyens pour mieux travailler en direction de ceux qui ne fréquentent pas les bibliothèques.

* * *